

*Denrées alimentaires—Comité*

Finalement, le comité devrait examiner la question des dépenses que font les sociétés pour la construction de bâtiments luxueux, pour la publicité à grand déploiement et ainsi de suite. En outre, il devrait prendre l'initiative d'étudier la création éventuelle d'un programme d'aide aux Canadiens insuffisamment ou mal alimentés. Par exemple, on pourrait étudier la création d'un programme national d'aide à l'alimentation. Ce genre de programme assurerait une alimentation convenable aux Canadiens à faible revenu et à ceux des régions reculées. Si on examinait le programme du gouvernement des États-Unis, on s'apercevrait peut-être qu'on pourrait l'appliquer à l'égard des cultivateurs, surtout ceux de l'Est et des Maritimes, plutôt qu'aux producteurs de blé. Grâce à un programme national d'aide à l'alimentation, nous pourrions produire environ 200 millions de dollars dans l'intérêt des producteurs tout en répondant aux besoins des personnes nécessiteuses, puisqu'un Canadien sur quatre vit encore à un niveau inférieur à celui de la pauvreté. Il faudrait étudier sérieusement la redistribution des denrées alimentaires.

J'ai demandé ici un exemplaire du rapport du ministère de l'Agriculture des États-Unis sur son programme interne d'aide aux producteurs de denrées alimentaires, comme l'avait fait précédemment le député de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis). Quand on demande des renseignements sur ce genre de programme, quel résultat obtient-on? On nous dit que la publication de ce rapport n'est pas dans l'intérêt du public. Ce n'est pas dans l'intérêt du public parce que les gouvernements fédéraux — que ce soit celui-ci ou celui-là, c'est la même chose — n'ont pas eu suffisamment d'imagination pour mettre au point un programme qui aiderait nos producteurs primaires. J'espère que c'est un domaine auquel s'intéressera le comité.

J'ai une lettre, que je devrais appeler une pétition, qui émane des Federated Co-operatives Limited de la Saskatchewan. Elle est adressée au premier ministre (M. Trudeau) qui vient juste de sortir. Cet organisme s'intéresse à la question de l'inflation des prix et déclare:

ATTENDU QUE la Commission des prix et des revenus dans son rapport final . . .

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais le temps qui lui a été réservé en vertu de l'ordre adopté la semaine dernière est expiré. Il peut cependant poursuivre si la Chambre en convient à l'unanimité. La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**M. Knight:** Merci, monsieur l'Orateur. Je remercie également mes collègues députés de leur courtoisie et de m'accorder ce temps supplémentaire, y compris le député de Peace River (M. Baldwin). Je poursuis donc la lecture du passage de la lettre qui mentionne la résolution:

IL EST DONC DÉCIDÉ que nous exhortons le gouvernement du Canada à reconsidérer le rapport de la Commission des prix et des revenus et à adopter, dans les meilleurs délais, un programme de mesures destinées à limiter l'inflation et à stabiliser les prix au Canada;

IL EST EN OUTRE DÉCIDÉ que ces mesures doivent être conçues et appliquées de telle manière à éviter que leurs répercussions n'intéressent que les salariés ou les personnes à revenu fixe mais que, de façon juste et équitable, elles s'appliquent à toutes les formes de revenus des particuliers, des entreprises et des institutions et englobent les prix, les bénéfices, les intérêts, les salaires et les recettes d'origine fiscale.

C'est une chose que nous n'obtiendrions jamais du parti tory. Lorsque ce comité rédigera son rapport il aboutira

[M. Knight.]

peut-être à la conclusion qu'il devrait exister, pour les producteurs, un programme de soutien des revenus ou des prix des denrées, tel que peut-être sous forme de prix minimum garantis. Par ailleurs, en ce qui concerne les consommateurs, le comité conclura peut-être qu'il devrait exister un programme de redistribution des revenus de façon que les gens disposent de l'argent nécessaire pour acheter des biens de consommation tels que la nourriture dont chacun a besoin.

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, en me lançant dans ce débat, j'aimerais dire qu'à titre de député je suis quelque peu outré par les injures que lancent mes amis de gauche aux membres de mon parti, surtout après que nous ayons si généreusement octroyé quelques instants de plus au député.

Comme tous ceux qui m'ont précédé au cours de ce débat, je suis inquiet de cet accroissement incessant du prix des denrées alimentaires, ainsi que des conséquences qui en résultent pour les retraités et les autres personnes à revenu fixe. Vraiment, je me demande comment certaines personnes, avec leurs revenus, peuvent élever des familles de trois ou quatre enfants quand on voit le prix du vêtement, du logement et cetera. Le sort de ces gens m'inquiète. Ils sont taxés d'une part par le ministère du Revenu national; ils subissent le fardeau des taxes de ventes, des taxes municipales et scolaires, des taxes d'accise, et, d'autre part les conséquences de l'érosion du dollar. Comme bien des députés de tous les partis qui ont pris la parole, je dirai que si cette augmentation du coût des aliments avait profité effectivement aux cultivateurs ou aux producteurs canadiens, alors le public pourrait ne pas trop s'inquiéter. Cependant, tel n'a pas été le cas.

Le député de Crowfoot (M. Horner) nous a parlé des fermes abandonnées dans l'Ouest. J'aimerais vous faire remarquer, monsieur l'Orateur, que cette situation existe aussi dans l'Est de l'Ontario. Le gouvernement s'est lancé dans une politique de commercialisation qui évince les producteurs. Non content d'avoir pris ces mesures, il impose les gains en capital sur les terres de culture même lorsque celles-ci sont transmises au sein même d'une famille; de même, le principe du troupeau de base a été abandonné. Non seulement ces mesures poussent les producteurs à quitter les terres, mais empêchent que de nouveaux prennent leur place. J'ai encore à la mémoire cette situation qui s'est produite au printemps et à l'automne dernier lorsque les cultivateurs de l'Est de l'Ontario, particulièrement dans les comtés de Dundas, Grenville et Carleton, ont éprouvé bien des difficultés à se rendre sur leurs terres pour essayer de moissonner leurs maigres récoltes. Lorsqu'ils ne pouvaient se rendre sur le terrain, lorsqu'ils avaient besoin d'une aide financière, lorsqu'ils avaient besoin d'une politique globale afin de les aider à stabiliser le prix des provendes, lorsqu'ils avaient besoin d'une aide réelle, le gouvernement leur a proposé une aide dérisoire en comparaison de la gravité du problème. En fait, un agriculteur de ma circonscription m'a dit que l'aide qu'il avait reçue du gouvernement pour faire face à cette crise ne suffirait même pas à payer les frais de l'avocat dont il aurait besoin pour faire face à une mesure de saisie.

• (1620)

Le NPD, ce parti de gauche, s'attaque aux grandes sociétés, aux grandes chaînes alimentaires, aux distributeurs, mais il ne parle jamais des syndicats. Il nous emmène toujours pour un voyage qui commence à l'épice-